

Art. 10. Le premier président fixe, après avoir pris l'avis du procureur général, les jours et heures des audiences de vacation et il établit la liste des magistrats qui y siègent.

Il peut, selon les nécessités du service, modifier en tout temps le tableau de ces audiences.

Art. 11. Les ordonnances que le premier président prend en exécution du présent arrêté sont affichées au greffe.

Art. 12. L'arrêté royal du 1er août 1991 fixant le règlement particulier de la Cour d'appel d'Anvers est abrogé.

Art. 13. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 10. Na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, stelt de eerste voorzitter dag en uur van de vakantiezittingen vast en maakt een lijst op van de magistraten die zitting houden.

De eerste voorzitter mag te allen tijde, naargelang van de behoeften van de dienst, de lijst van de zittingen wijzigen.

Art. 11. De beschikkingen die de eerste voorzitter neemt ter uitvoering van dit besluit worden ter griffe aangeplakt.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 1 augustus 1991 tot vaststelling van het bijzonder reglement van het hof van beroep te Antwerpen wordt opgeheven.

Art. 13. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 — 1060

[C - 97/22174]

27 FEVRIER 1997. — Arrêté royal portant exécution de l'article 56, alinéa 7 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 56, alinéa 7;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 29 janvier 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "l'agent" : l'agent qui, en application de l'article 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, a été transféré de l'Agglomération bruxelloise aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou à un organisme public et qui termine sa carrière dans les services de ce Gouvernement ou dans cet organisme public. Pour l'agent qui a fait l'objet d'un nouveau transfert en exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 octobre 1993 transférant par nécessité fonctionnelle le personnel de l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement à l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, ce nouveau transfert est présumé être intervenu au 1^{er} avril 1993, le transfert précédent étant considéré comme n'ayant pas eu lieu;

2° "le Ministère" : le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° "l'organisme public" : l'organisme d'intérêt public qui est affilié au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit;

4° "l'Administration" : l'Administration des pensions du Ministère des Finances;

5° "la pension globale garantie" : la pension à laquelle, en application de la garantie prévue à l'article 56, alinéa 6 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, l'agent aurait pu prétendre conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui lui étaient applicables à la date de son transfert mais compte tenu des modifications que ces

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 97/22174]

N. 97 — 1060
27 FEBRUARI 1997. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 56, zevende lid van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen

ALBERT II, Koning der Belgen;

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 56, zevende lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 29 januari 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 1 maart 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "het personeelslid" : het personeelslid dat, met toepassing van artikel 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, overgedragen is van de Brusselse Agglomeratie naar de diensten van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of naar een openbare instelling en dat zijn loopbaan bij de diensten van de Regering of bij die openbare instelling beindigt. Voor het personeelslid dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een nieuwe overheveling overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 oktober 1993 tot overheveling omwille van functionele noodzakelijkheid van het personeel van het Bestuur van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu naar het Brussels Instituut voor Milieubeheer, wordt verondersteld dat deze nieuwe overheveling werd doorgevoerd met ingang van 1 april 1993, zodat de vorige overheveling geacht wordt nooit te hebben plaatsgevonden;

2° "het Ministerie" : het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

3° "de openbare instelling" : de instelling van openbaar nut die aangesloten is bij de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden;

4° "de Administratie" : de Administratie der Pensioenen van het Ministerie van Financiën;

5° "het gewaarborgd totaal pensioen" : het pensioen waarop, met toepassing van de in artikel 56, zesde lid van voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 bedoelde waarborg, het personeelslid aanspraak had kunnen maken overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die op hem van toepassing waren op de datum van de

dispositions auraient subies ultérieurement en vertu des mesures générales applicables à l'Agglomération bruxelloise.

Art. 2. Le Ministère ou l'organisme public fixe le montant nominal initial de la pension globale garantie et communique ce montant à l'Administration lors de la transmission du dossier de pension de l'agent.

Art. 3. L'Administration fixe le montant nominal initial de la pension à laquelle l'agent peut prétendre soit en application de l'article 87, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, soit en application des dispositions de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

Art. 4. L'Administration communique au Ministère ou à l'organisme public la différence existante entre les montants de pension résultant de l'application des articles 2 et 3 ainsi que le pourcentage que cette différence représente par rapport au montant de pension visé à l'article 2.

Art. 5. Par dérogation à l'article 4 et aussi longtemps que l'agent pensionné bénéficie effectivement d'un supplément portant sa pension globale garantie au minimum garanti prévu à l'article 121 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, la différence ainsi que le pourcentage visés à l'article 4 sont établis en tenant compte d'une part du montant minimum garanti auquel est porté la pension globale garantie et d'autre part du montant minimum garanti qui aurait été accordé à l'agent en application de l'article 87, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée ou des dispositions de la loi du 28 avril 1958 précitée.

Art. 6. Le Service central des dépenses fixes du Ministère des Finances liquide la pension globale garantie.

Art. 7. Le montant à charge du Ministère ou de l'organisme public est obtenu en multipliant la somme des mensualités de la pension globale garantie réellement payées à chaque agent au cours d'une année déterminée par le pourcentage établi pour cet agent conformément à l'article 4 ou 5.

Art. 8. Le Ministère et l'organisme public sont tenus de verser au Trésor public des provisions mensuelles dont le montant est communiqué par l'Administration et qui sont établies sur la base d'une estimation des dépenses qui seront mises à leur charge. Ces provisions doivent parvenir à ce Trésor au plus tard le dernier jour ouvrable du mois auquel elles se rapportent.

Chaque année civile, l'Administration adresse au Ministère et à l'organisme public un relevé récapitulatif d'une part des provisions versées au cours de l'année qui précède et d'autre part du total des sommes dues pour chaque agent pour cette même année. Les sommes restant dues pour l'année qui précède doivent parvenir au Trésor public au plus tard le dernier jour ouvrable du deuxième mois qui suit la communication du montant restant dû. Les sommes excédentaires sont quant à elles prises en compte pour établir le relevé récapitulatif afférent à l'année suivante.

Art. 9. Si le Ministère ou l'organisme public reste en défaut d'effectuer dans les délais fixés les versements prévus à l'article 8, ils sont de plein droit redéposables envers le Trésor public d'intérêts de retard sur les sommes non versées. Ces intérêts, dont le taux est à tout moment égal au taux d'intérêt légal augmenté de 2 p.c., commencent à courir le premier jour du mois qui suit la date à laquelle le versement aurait dû être effectué.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1993 à l'exception des articles 8 et 9 qui entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit la date à laquelle le présent arrêté aura été publiée au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 février 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

overdracht, maar rekening houdend met de wijzigingen die deze bepalingen later zouden hebben ondergaan krachtens algemene op de Brusselse Agglomeratie toepasselijke maatregelen.

Art. 2. Het Ministerie of de openbare instelling bepaalt het oorspronkelijk nominaal bedrag van het gewaarborgd totaal pensioen en deelt dat bedrag mee aan de Administratie bij het overzenden van het pensioendossier van het personeelslid.

Art. 3. De Administratie bepaalt het oorspronkelijk nominaal bedrag van het pensioen waarop het personeelslid aanspraak kan maken hetzelf met toepassing van artikel 87, § 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, hetzelf met toepassing van de bepalingen van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

Art. 4. De Administratie deelt aan het Ministerie of aan de openbare instelling het verschil mee tussen de uit de toepassing van de artikelen 2 en 3 voortvloeiende pensioenbedragen alsook het percentage dat dit verschil vertegenwoordigt ten opzichte van het in artikel 2 bedoelde pensioenbedrag.

Art. 5. In afwijking van artikel 4 en zolang het gepensioneerde personeelslid effectief een supplement geniet dat zijn gewaarborgd totaal pensioen opvoert tot het gewaarborgd minimum bedoeld in artikel 121 van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, worden het in artikel 4 bedoelde verschil en percentage vastgesteld rekening houdend met enerzijds het gewaarborgd minimumbedrag waartoe het gewaarborgd totaal pensioen wordt opgevoerd en anderzijds met het gewaarborgd minimumbedrag dat aan het personeelslid zou zijn toegekend met toepassing van artikel 87, § 3 van voormalde bijzondere wet van 8 augustus 1980 of van de bepalingen van voormalde wet van 28 april 1958.

Art. 6. De Centrale Dienst der Vaste Uitgaven van het Ministerie van Financiën keert het gewaarborgd totaal pensioen uit.

Art. 7. Het bedrag ten laste van het Ministerie of de openbare instelling wordt verkregen door de som van de werkelijk in de loop van een bepaald jaar aan ieder personeelslid betaalde maandbedragen van het gewaarborgd totaal pensioen te vermenigvuldigen met het voor dat personeelslid overeenkomstig artikel 4 of 5 vastgestelde percentage.

Art. 8. Het Ministerie en de openbare instelling zijn ertoe gehouden aan de Openbare Schatkist maandelijks voorafbetalingen te storten waarvan het bedrag door de Administratie meegedeeld wordt en die vastgesteld worden op basis van een raming van de uitgaven die te hunnen laste zullen worden gebracht. Die voorafbetalingen moeten bij de Schatkist aankomen uiterlijk de laatste werkdag van de maand waarop zij betrekking hebben.

Elk kalenderjaar zendt de Administratie aan het Ministerie en aan de openbare instelling een overzicht enerzijds van de in de loop van het voorgaande jaar gestorte voorafbetalingen en anderzijds van het totaal van de voor elk personeelslid voor datzelfde jaar verschuldigde sommen. De voor het voorgaande jaar verschuldigd blijvende sommen moeten bij de Openbare Schatkist aankomen uiterlijk de laatste werkdag van de tweede maand die volgt op de mededeling van het verschuldigd blijvend bedrag. De teveel gestorte sommen worden in aanmerking genomen om het overzicht van het volgende jaar vast te stellen.

Art. 9. Indien het Ministerie of de openbare instelling de in artikel 8 bedoelde stortingen niet binnen de bepaalde termijnen uitvoert, zijn zij van rechtswege aan de Openbare Schatkist nalatigheidsintresten verschuldigd op de niet-gestorte bedragen. Deze intresten, waarvan het percentage op elk ogenblik gelijk is aan de wettelijke intrestvoet, verhoogd met 2 t.h., beginnen te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de storting had moeten worden verricht.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1993, met uitzondering van de artikelen 8 en 9 die in werking treden de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 11. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 februari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Pensioenen,
M. COLLA